

ANNEXE 1D

Applicabilité des normes de performance de la Société Financière Internationale (SFI)

ANNEXE 1D

APPLICABILITE DES NORMES DE PERFORMANCE DE LA SFI

La politique de durabilité sociale et environnementale de la Société financière internationale et les normes et lignes directrices élaborées en vertu de cette politique sont identifiées comme des standards de Projet en vertu de la Convention de base modifiée et consolidée (2014) et s'appliquent au Projet.

Les normes de performance de la SFI (SFI, 2012) comprennent :

- Norme de performance 1 : Évaluation et gestion des risques et des impacts sociaux et environnementaux
- Norme de performance 2 : Main d'œuvre et conditions de travail
- Norme de performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution
- Norme de performance 4 : Santé, sûreté et sécurité communautaires
- Norme de performance 5 : Acquisition foncière et réinstallation involontaire
- Norme de performance 6 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes
- Norme de performance 7 : Populations autochtones
- Norme de performance 8 : Patrimoine culturel

Le Projet visera également à respecter les normes énoncées dans les Lignes directrices générales de la SFI et dans les lignes directrices ESS du secteur industriel. Les Lignes directrices ESS fournissent des orientations sur les normes et les mesures de performance généralement réalisables dans les nouvelles installations à un coût raisonnable grâce aux technologies existantes. Le Projet travaillera avec le gouvernement guinéen, les communautés et d'autres parties prenantes pour répondre aux recommandations pertinentes, applicables et spécifiques de ces normes et lignes directrices.

Un résumé des exigences des normes de performance de la SFI est présenté au tableau 1D.1.

Tableau 1D.1 Normes de performance applicables de la SFI

Performance Norme	Applicable (Oui/Non)	Exigences	Applicabilité / Actions
Norme de performance 1 : Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Mener un processus d'évaluation environnementale et sociale (EIES) approprié à la nature et à l'échelle du Projet et proportionnel au niveau de ses risques et impacts environnementaux et sociaux, qui couvre l'ensemble du cycle de vie du Projet, de la conception au déclassement. Établir et maintenir un système de gestion environnementale et sociale adapté à la nature et à l'ampleur du Projet et proportionné au niveau de ses risques et impacts environnementaux et sociaux, qui intègre : (i) la politique ; ii) l'identification des risques et des incidences ; iii) les programmes de gestion ; iv) la capacité et les compétences organisationnelles ; v) la préparation et l'intervention en cas d'urgence ; (vi) la participation des parties prenantes ; et vii) suivi et réexamen. Établir une politique globale définissant les objectifs et les principes environnementaux et sociaux qui guideront le Projet pour atteindre un rendement environnemental et social sain conforme aux principes des normes de performance. Les risques et impacts environnementaux et sociaux seront pris en compte dans la zone d'influence du Projet, ce qui comprend : (i) le Projet et les activités et installations du client qui sont directement la propriété, l'exploitation ou la gestion (y compris par des entrepreneurs) et qui font partie du Projet ; (ii) les incidences de développements imprévus mais prévisibles causés par le Projet qui peuvent se produire ultérieurement ou ailleurs ; ou iii) les incidences indirectes du Projet sur la biodiversité ou sur les services écosystémiques dont dépendent les moyens de subsistance des communautés affectées ; les installations connexes, qui sont des installations non financées dans le cadre du Projet et qui n'auraient pas été construites ou agrandies si le Projet n'existait pas et sans lesquelles le Projet ne serait pas viable ; les impacts cumulatifs qui résultent de l'impact différentiel, sur les zones ou les ressources utilisées ou directement touchées par le Projet, d'autres développements existants, prévus ou raisonnablement définis au moment où le processus de détermination des risques et des impacts est mené. Établir des programmes de gestion qui décriront les mesures et actions d'atténuation et d'amélioration des performances, y compris l'établissement de plans d'action environnementale et sociale tels que le plan d'action pour la réinstallation. Établir, maintenir et renforcer une structure organisationnelle définissant les rôles, les responsabilités et l'autorité pour mettre en oeuvre le SGES. Établir et maintenir un système de préparation et d'intervention en cas d'urgence qui comprend la communication avec les collectivités touchées, la formation périodique, etc. Engager les parties prenantes de façon continue en tenant compte des éléments suivants : l'analyse et la planification des parties prenantes, la divulgation et la diffusion de l'information, la consultation et la participation, le mécanisme de règlement des griefs et les rapports continus aux communautés touchées ; élaborer et mettre en oeuvre un plan de participation des parties prenantes adapté aux risques, aux répercussions et à l'étape de développement du Projet et adapté aux caractéristiques et aux intérêts des communautés touchées. 	<ul style="list-style-type: none"> La présente EIES (Volume 1) a été préparée conformément aux exigences internationales en matière de prêts (c.-à-d. les normes de performance de la SFI) et aux exigences législatives guinéennes (c.-à-d. l'ordonnance 2022/1646). Système de gestion environnementale et sociale : Le Système de gestion de la santé et de la sécurité, de l'environnement, de la sécurité et des collectivités de Rio Tinto Simfer est présenté dans son Plan de gestion environnementale et sociale (PGES), conformément aux standards et aux normes de Rio Tinto. Politique globale : Le Projet sera mis en oeuvre conformément aux standards de Rio Tinto pour la santé, la sécurité, l'environnement et les collectivités ; aux droits de l'homme et à la gestion des risques. Les « Principes Simandou » propres au Projet guideront également sa santé, sa sécurité, sa pratique environnementale et ses performances. Plans de gestion environnementale et sociale : Les plans de gestion environnementale et sociale sont présentés dans le Volume 2. Un plan d'action pour la réinstallation a été élaboré en parallèle avec l'initiative EIES. Structure organisationnelle : L'élément 5 du PGES porte sur les Ressources organisationnelles, Responsabilités et imputabilité, et l'élément 6 porte sur les Formation, compétences et sensibilisation. Chaque plan de gestion définit les rôles et les responsabilités ainsi que les exigences en matière de formation. Système de préparation et d'intervention aux urgences : Un plan d'intervention en cas d'urgence environnementale est présenté dans le Volume 2. D'autres éléments du système d'intervention comprennent un plan de gestion des soins médicaux et d'urgence et un plan de gestion de la résilience des entreprises guinéennes. Engagement des parties prenantes : Un plan d'engagement des parties prenantes et un mécanisme de règlement des griefs sont présentés dans le Volume 2.

Performance Norme	Applicable (Oui/Non)	Exigences	Applicabilité / Actions
Norme de performance 2 : Main d'œuvre et conditions de travail	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Créer de bonnes conditions de travail et gérer la relation de travail. Protéger la main-d'œuvre, en excluant la main-d'œuvre enfantine ou le travail forcé. Offrir aux travailleurs un environnement de travail sûr et sain. Faire des efforts commercialement raisonnables pour embaucher des travailleurs non employés. Tenir compte de tout impact négatif associé aux chaînes d'approvisionnement. Adopter et mettre en oeuvre des standards et des procédures en matière de ressources humaines adaptés à la taille et à la main-d'œuvre, qui incluent le droit des travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement, la non-discrimination et l'égalité des chances, la réduction des effectifs et le mécanisme de réclamation des travailleurs ; communiquer les droits et les conditions d'emploi des travailleurs à tous les travailleurs. Établir des standards sur la qualité, la gestion et la prestation des services de base en matière de logement des travailleurs. Pour ce qui a trait à la santé et à la sécurité au travail, traiter des domaines qui comprennent : i) la détermination des dangers potentiels pour les travailleurs, en particulier ceux qui peuvent mettre la vie en danger ; (ii) la mise en place de mesures préventives et de protection, y compris la modification, le remplacement ou l'élimination de conditions ou de substances dangereuses ; (iii) la formation des travailleurs ; (iv) la documentation et le signalement des accidents, maladies et incidents professionnels ; et v) les mesures de prévention, de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Veiller à ce qu'une attention raisonnable soit accordée à cette Norme de performance pour les travailleurs engagés par l'entremise d'entrepreneurs tiers pour effectuer des travaux liés aux processus opérationnels de base pendant une longue période (travailleurs contractuels) et les travailleurs engagés par les principaux fournisseurs du client (travailleurs de la chaîne d'approvisionnement), en particulier lorsqu'il y a un risque élevé de travail des enfants ou de travail forcé. 	<ul style="list-style-type: none"> Les standards et procédures en matière de ressources humaines sont conformes à la Norme de performance et à la législation nationale. Une politique d'adaptation des travailleurs a été élaborée. Un mécanisme de règlement des griefs a été mis au point pour les travailleurs. Procédures de santé et de sécurité propres au site. Dans la mesure du possible, mettre en oeuvre une politique d'emploi préférentielle qui donne aux travailleurs locaux la possibilité de bénéficier du Projet. Les exigences en matière de santé, de sécurité et d'autres conditions de main-d'œuvre et de travail ont été intégrées aux contrats conclus avec des tiers pour des services liés au Projet.
Norme de performance 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer des technologies et des pratiques de prévention et de contrôle de la pollution qui sont les mieux adaptées pour éviter, réduire au minimum ou réduire les effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement tout en restant techniquement et financièrement réalisables et rentables. Efficacité énergétique : examiner et intégrer dans ses exploitations des mesures de conservation des ressources et d'efficacité énergétique, conformément aux principes d'une production plus propre. Promouvoir la réduction des GES liés aux Projets d'une manière appropriée à la nature et à l'ampleur des exploitations et des impacts des Projets Adopter des mesures qui évitent ou réduisent l'utilisation de l'eau afin que la consommation d'eau du Projet n'ait pas d'effets négatifs importants sur les autres. 	<ul style="list-style-type: none"> L'EIES, le PGES et les plans de gestion spécifiques à la discipline appliquent les normes guinéennes ou les normes d'émission et de rejet de la SFI plus strictes contenues dans les lignes directrices ESS de la SFI (lignes directrices générales, mines et chemins de fer). Les émissions et les rejets ont été quantifiés dans l'EIES et des options ont été définies pour réduire ou compenser les perturbations et les émissions (p. ex. création de zones de protection de la biodiversité, prévention de l'érosion et rétention des sédiments).

Performance Norme	Applicable (Oui/Non)	Exigences	Applicabilité / Actions
		<ul style="list-style-type: none"> Adopter des mesures qui évitent la production de déchets dangereux et non dangereux ; lorsque cela ne peut être évité, adopter une hiérarchie d'atténuation qui comprend des mesures de récupération, de réutilisation, de recyclage, de traitement, de destruction et d'élimination. Adopter des mesures pour éviter, réduire au minimum et contrôler le rejet de matières dangereuses et envisager la production, le transport, la manipulation, l'entreposage et l'utilisation dans la gestion de ces matières. Les techniques de prévention et de contrôle de la pollution propres au Projet devraient être appliquées pendant tout le cycle de vie du Projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Un plan de gestion des gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique a été élaboré pour guider les efforts d'efficacité énergétique et de réduction des GES. Une stratégie de gestion de l'eau a été élaborée pour les impacts quantitatifs et qualitatifs de l'eau et les mesures d'atténuation. Un plan de gestion des déchets non minéraux a été élaboré pour gérer les déchets et réduire la pollution.
Norme de performance 4 : Santé, sécurité et sûreté des communautés	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les risques et les répercussions sur la santé et la sécurité de la communauté touchée tout au long du cycle de vie du Projet, tant pour les situations courantes que pour les situations non courantes, et établir des mesures préventives appropriées pour y remédier. Sûreté des infrastructures et équipements : Concevoir, construire, exploiter et déclasser les éléments structurels du Projet conformément aux bonnes pratiques industrielles internationales. Sécurité et matières dangereuses : Prévenir ou réduire au minimum le risque d'exposition de la communauté aux matières dangereuses qui peuvent être rejetées par le Projet. Une attention particulière est accordée à la livraison et à l'élimination des déchets/produits dangereux le long des voies de transport. Enjeux environnementaux et liés aux ressources naturelles : Éviter ou réduire au minimum l'exacerbation des risques naturels, tels que les glissements de terrain ou les inondations, qui pourraient résulter de changements de l'utilisation des terres. Exposition des communautés aux maladies : Prévenir ou réduire au minimum le risque d'exposition communautaire aux maladies d'origine hydrique, provoquées par l'eau, liées à l'eau, à transmission vectorielle et à d'autres maladies transmissibles qui pourraient résulter des activités du Projet ; lorsque des maladies particulières sont endémiques dans les collectivités de la zone d'influence du Projet, le client est encouragé à rechercher les possibilités, pendant le cycle de vie du Projet, d'amélioration des conditions environnementales qui pourraient aider à réduire leur incidence. Plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence : Informer les communautés touchées des dangers potentiels importants d'une manière culturellement appropriée. Aider et collaborer avec la communauté et les organismes gouvernementaux locaux dans leurs préparatifs pour répondre efficacement aux situations d'urgence. Personnel de sécurité : veiller à ce que les mesures de sécurité du Projet soient conformes aux bonnes pratiques internationales en matière d'embauche, de règles de conduite, de formation, d'équipement et de surveillance de ce personnel et par législation en vigueur. Identifier les risques et les impacts potentiels sur les services écosystémiques prioritaires en relation avec la fourniture et la réglementation des services ; éviter les impacts négatifs et mettre en oeuvre des mesures d'atténuation conformément aux exigences de la Norme de performance 6 si ces impacts sont inévitables. 	<ul style="list-style-type: none"> Plan de gestion de la sécurité et de la santé communautaires Concevoir les éléments du Projet, en particulier les installations de stockage des stériles, les bassins versants et les ouvrages de dérivation, afin de réduire au minimum les risques de catastrophes naturelles comme les inondations, l'érosion des sols et les tremblements de terre. Un plan de gestion des déchets non minéraux traite des déchets dangereux. Des médicaments avant l'embauche seront nécessaires. L'exposition de la Communauté aux maladies est évaluée au chapitre 19 de l'EIES. Les mesures d'atténuation sont décrites dans le Plan de gestion de la santé et de la sécurité communautaires. Le Plan d'intervention en cas d'urgence environnementale sera peaufiné en consultation avec les collectivités et les administrations locales. L'EIES présente une évaluation des droits de l'homme et un cadre de gestion des droits de l'homme tenant compte du personnel de sécurité. Politique des ressources humaines pour déterminer le code de conduite des travailleurs en ce qui concerne l'engagement avec les non-travailleurs. L'EIES présente une évaluation des impacts du Projet sur les services écosystémiques prioritaires.

Performance Norme	Applicable (Oui/Non)	Exigences	Applicabilité / Actions
Norme de performance 5 : Acquisition foncière et réinstallation involontaire	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Indemnisation et avantages pour les personnes déplacées : Lorsque le déplacement ne peut être évité, le client offre aux personnes déplacées, et aux communautés, une indemnisation pour la perte des biens à leur coût de remplacement intégral et une autre aide pour les aider à améliorer ou au moins à rétablir leur niveau de vie ou leurs moyens de subsistance, et le client ne prend possession des terres acquises et des biens associés qu'après indemnisation et, le cas échéant, qu'après versement des indemnités de réinstallation et de déménagement aux personnes déplacées en plus de l'indemnisation. • Lorsque les moyens de subsistance des personnes déplacées dépendent de la terre, ou lorsque la terre est une propriété collective, le client offre une indemnisation basée sur la terre, lorsque cela est possible. • L'engagement des parties prenantes doit être entreprise avec les communautés touchées ainsi qu'avec les communautés hôtes • Atténuer les impacts socio-économiques de l'acquisition des terres. • Améliorer les moyens de subsistance des personnes déplacées et les conditions de vie sur les sites de réinstallation. • Prescriptions spéciales applicables aux personnes physiquement et économiquement déplacées qui peuvent, selon les circonstances, se produire simultanément. • Si la réinstallation est nécessaire, ces exigences sont satisfaites par l'élaboration d'un plan d'action pour la réinstallation (PAR) qui comprend : consultation, indemnisation, rétablissement du revenu, surveillance, etc. • Dans les cas où les personnes touchées rejettent des offres d'indemnisation qui répondent aux exigences de la présente Norme de performance et où, par conséquent, une expropriation ou d'autres procédures juridiques sont engagées, le client explorera les possibilités de collaborer avec l'organisme gouvernemental responsable et, si l'organisme le lui permet, jouera un rôle actif dans la planification, la mise en oeuvre et la surveillance de la réinstallation. • Commander un audit externe du plan d'action pour la réinstallation ou du plan de rétablissement des moyens de subsistance afin de vérifier si les dispositions ont été respectées. • Lorsque les impacts du Projet sur les terres, les biens ou l'accès aux biens sont véritablement préjudiciables à n'importe quel stade, il convient que le client envisage d'appliquer les exigences de la présente Norme de performance, même en l'absence d'acquisition de terres ou de restriction d'utilisation des terres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le rapport de référence socio-économique et l'EIES précisent quels groupes peuvent être touchés par le processus d'acquisition des terres et quelles mesures ont été prises pour éviter ou réduire, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire. • Le plan d'engagement des parties prenantes comprend la consultation des personnes touchées par l'acquisition de terres ou la réinstallation. • Le PAR démontre qu'une procédure régulière a été suivie pour indemniser les utilisateurs actuels des terres. Le PAR comprend un mécanisme de règlement des griefs à établir pour les personnes réinstallées et déplacées, des critères d'indemnisation et d'admissibilité, etc. • Un plan de restauration des moyens de subsistance accompagnera le PAR.

Performance Norme	Applicable (Oui/Non)	Exigences	Applicabilité / Actions
Norme de performance 6 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les impacts du Projet sur la biodiversité et les services écosystémiques (pendant l'EIES) et adopter des mesures pour éliminer ou réduire les impacts, en accordant une attention particulière aux problèmes de destruction et de restauration des habitats potentiels. Exigences spéciales pour l'habitat modifié, l'habitat naturel, l'habitat essentiel et les aires protégées et reconnues internationalement. Suivre la hiérarchie des mesures d'atténuation en ce qui concerne les impacts d'atténuation, ce qui comprend l'évitement, la minimisation, la restauration et, en dernier recours, les compensations de biodiversité qui devraient être conçues de manière à ne pas entraîner de perte nette ; toutefois, dans les habitats critiques, un gain net est nécessaire. Gestion proactive des espèces exotiques envahissantes pour empêcher leur propagation dans des zones où elles n'ont pas encore été établies. Et, dans la mesure du possible, prendre des mesures pour éradiquer ces espèces des habitats naturels sur lesquels le client exerce un contrôle de gestion. Procéder à un examen systématique, qui comprend un engagement approprié des parties prenantes, afin de déterminer les services écosystémiques prioritaires qui sont doubles : (i) les services sur lesquels les exploitations de Projet sont les plus susceptibles d'avoir un impact et, par conséquent, qui ont des effets négatifs sur les communautés affectées ; et/ou (ii) les services dont les exploitations dépendent directement du Projet (p. ex., eau). Les considérations relatives à la chaîne d'approvisionnement lors de l'achat de produits de base (en particulier, mais pas exclusivement, les denrées alimentaires et les fibres) dont on sait qu'ils sont produits dans des régions présentant un risque de conversion importante d'habitats naturels et/ou critiques, de systèmes et de pratiques de vérification seront adoptées dans le cadre du SGES du client afin d'évaluer ses fournisseurs principaux. 	<ul style="list-style-type: none"> L'EIES évalue les impacts sur la biodiversité et les services écosystémiques prioritaires. L'EIES est accompagnée d'une évaluation de l'habitat essentiel. Les mesures visant à éliminer ou à réduire les impacts sont définies dans un plan d'action pour la biodiversité. Un programme de compensation de la biodiversité a été élaboré, avec des plans de gestion de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation correspondants. Un plan de gestion des espèces exotiques envahissantes a été élaboré. Politique d'approvisionnement pour identifier les facteurs clés de la biodiversité et des services écosystémiques qui devraient être considérés du point de vue de la chaîne d'approvisionnement.
Norme de performance 7 : Populations autochtones	Non	<ul style="list-style-type: none"> Éviter les impacts préjudiciables sur toutes les communautés de peuples autochtones (PA) qui pourraient être touchées par le Projet dans la zone d'influence de celui-ci. Lorsqu'il n'est pas possible de les éviter, les promoteurs du Projet minimisent, atténuent ou compensent ces impacts d'une manière culturellement appropriée, proportionnelle à la nature, à l'échelle et à la vulnérabilité des PA touchés. Assurer le consentement préalable, libre et éclairé des communautés autochtones touchées lorsqu'on considère qu'il y a : une incidence sur les terres et les ressources naturelles faisant l'objet d'une propriété traditionnelle ou d'un usage coutumier ; un transfert de PA de terres et de ressources naturelles faisant l'objet d'une propriété traditionnelle ou d'un usage coutumier et lorsqu'un Projet peut avoir un impact significatif sur le patrimoine culturel essentiel. Élaborer des mesures et des mesures d'indemnisation avec la participation éclairée des peuples autochtones touchés et les intégrer dans un plan assorti d'échéances, qui tient compte des lois, des institutions et des coutumes de ces communautés ainsi que de leur niveau d'interaction avec la société dominante. 	<ul style="list-style-type: none"> Les peuples autochtones n'ont pas été identifiés dans la zone d'influence du Projet.

Performance Norme	Applicable (Oui/Non)	Exigences	Applicabilité / Actions
		<ul style="list-style-type: none"> Établir une relation continue avec les communautés touchées des peuples autochtones dès que possible au cours de la planification du Projet et tout au long du déroulement du Projet grâce à un engagement des parties prenantes efficace et approprié. Lorsque le gouvernement a un rôle défini dans la gestion des questions relatives aux peuples autochtones dans le cadre du Projet, le client collaborera avec l'organisme gouvernemental responsable et préparera un plan qui répond aux exigences de cette Norme de performance, au besoin. 	
Norme de performance 8 : Patrimoine culturel	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Respecter la législation nationale applicable en matière de protection du patrimoine culturel. Identifier les impacts et les mesures d'atténuation appropriées pour protéger le patrimoine culturel par le biais du processus de l'EIES. Élaborer des dispositions pour la gestion des découvertes fortuites au moyen d'une « procédure de découverte fortuite », qui sera mise en oeuvre pendant la phase de construction du Projet pour les vestiges archéologiques non prévus par le processus de l'EIES. L'engagement des parties prenantes devrait être mis en place avec les communautés touchées si le Projet peut avoir une incidence sur le patrimoine culturel. Ce processus devrait également aider à déterminer les facteurs potentiels du patrimoine culturel dans la zone d'influence du Projet. Lorsque le site du Projet du client comporte un patrimoine culturel ou empêche l'accès à des sites du patrimoine culturel auparavant accessibles utilisés par des communautés touchées de mémoire vivante ou qui ont été utilisés par ces communautés à des fins culturelles de longue date, le client doit permettre un accès continu au site culturel ou fournir une autre voie d'accès, sous réserve de considérations primordiales en matière de santé, de sécurité et de sécurité. Les exigences particulières portent sur la suppression du patrimoine culturel reproductible, la suppression du patrimoine culturel non reproductible et les impacts sur le patrimoine culturel critique qui deviennent plus stricts et plus onéreux pour le client. Si le P²rojet propose d'utiliser le patrimoine culturel, une consultation et une participation éclairées sont requises avec les parties prenantes locales. 	<ul style="list-style-type: none"> L'EIES évalue les impacts du Projet sur le patrimoine culturel matériel et immatériel. L'engagement des parties prenantes faisait partie des études de base sur le patrimoine culturel. Un plan de gestion du patrimoine culturel a été préparé pour décrire les processus d'atténuation des impacts sur le patrimoine culturel. Le plan comprend une procédure de découverte fortuite à mettre en oeuvre pour toutes les phases du Projet, y compris la construction.